

2018

2019

2020

2021

2022

2023

Contrôle de légalité (@ctes)

Déclaration Sociale Nominative (DSN)

Service de paiement en ligne pour les usagers (PayFip)

Urbanisme

Dématérialisation du budget (TotEM)

Répertoire Electoral Unique (REU)

Prélèvement à la source

FCTVA

COMEDEC

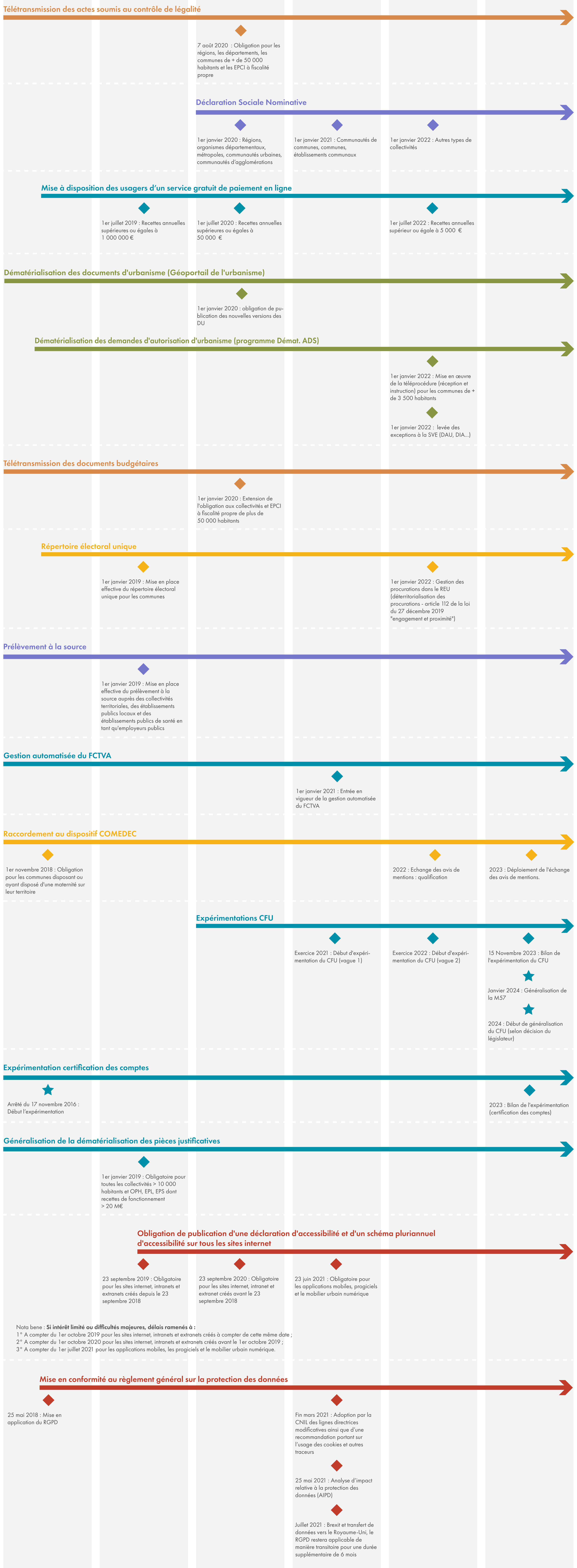
Compte Financier Unique (CFU)

Certification des comptes

PES PJ

RGAA

RGPD



■ Dématérialisation de la chaîne comptable et financière
■ Dématérialisation des actes soumis au contrôle de légalité et au contrôle budgétaire
■ Dématérialisation de la gestion des ressources humaines
■ Dématérialisation de l'état civil et des élections
■ Dématérialisation de l'urbanisme
■ Mise en conformité

TEXTES RÉGLEMENTAIRES DE RÉFÉRENCE :

1° Contrôle de légalité

L'article 128 de la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République prévoit la transmission des actes soumis au contrôle de légalité par voie électronique.

Article L2131-1, alinéa 2 du Code général des collectivités territoriales :

Cette transmission peut s'effectuer par voie électronique, selon des modalités fixées par décret en Conseil d'Etat. Pour les communes de plus de 50 000 habitants, cette transmission est réalisée selon ces modalités dans un délai de cinq ans à compter de la promulgation de la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.

Article L3131-1 du Code général des collectivités territoriales :

Les actes pris par les autorités départementales sont exécutoires de plein droit dès qu'il a été procédé à leur publication ou affichage ou à leur notification aux intéressés ainsi qu'à leur transmission au représentant de l'Etat dans le département. Pour les décisions individuelles, cette transmission intervient dans un délai de quinze jours à compter de leur signature.

Cette transmission s'effectue par voie électronique, selon des modalités fixées par décret en Conseil d'Etat, au plus tard dans un délai de cinq ans à compter de la promulgation de la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République

Article L4141-1 du Code général des collectivités territoriales :

Les actes pris par les autorités régionales sont exécutoires de plein droit dès qu'il a été procédé à leur publication ou affichage ou à leur notification aux intéressés ainsi qu'à leur transmission au représentant de l'Etat dans la région. Pour les décisions individuelles, cette transmission intervient dans un délai de quinze jours à compter de leur signature.

Cette transmission s'effectue par voie électronique, selon des modalités fixées par décret en Conseil d'Etat, au plus tard dans un délai de cinq ans à compter de la promulgation de la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.

Article L7131-1 du Code général des collectivités territoriales :

Les délibérations de l'assemblée de Guyane et de la commission permanente ainsi que les actes du président de l'assemblée de Guyane sont soumis au régime juridique des actes pris par les autorités régionales dans les conditions fixées par les chapitres Ier et II du titre IV du livre Ier de la quatrième partie.

Article L7231-1 du Code général des collectivités territoriales :

Les délibérations de l'assemblée de Martinique et les actes du président du conseil exécutif sont soumis au régime juridique des actes pris par les autorités régionales dans les conditions fixées par les chapitres Ier et II du titre IV du livre Ier de la quatrième partie.

2° Déclaration Sociale Nominative

L'article 43 de la loi n°2018-727 du 10/08/2018 dispose que la Déclaration Sociale Nominative (DSN) deviendra progressivement obligatoire pour le secteur public d'ici 2022. Le décret n°2018-1048 du 28 novembre 2018 précise les obligations de mise en œuvre pour chaque catégorie d'employeur et fixe un calendrier de bascule.

3° Service de paiement en ligne

Décret n°2018-689 du 1er août 2018 relatif à l'obligation pour les administrations de mettre à disposition des usagers un service de paiement en ligne.

Article 4 – I. – Les services de paiement mentionnés à l'article 2 sont proposés :

2° Par les collectivités territoriales et leurs établissements publics :

Au plus tard le 1er juillet 2019 lorsque le montant de leurs recettes annuelles est supérieur ou égal à 1 000 000 euros ;

Au plus tard le 1er juillet 2020 lorsque ce montant est supérieur ou égal à 50 000 euros ;

Au plus tard le 1er janvier 2022 lorsque ce montant est supérieur ou égal à 5 000 euros.

4° Urbanisme

Dématérialisation des documents d'urbanisme.

- directive INSPIRE du 14 mars 2007.

- ordonnance n° 2013-1184 du 19 décembre 2013 relative à l'amélioration des conditions d'accès aux documents d'urbanisme et aux servitudes d'utilité publique créé le GPU.

- articles R. 153-22 pour les PLU, R. 143-16 pour les SCoT et R. 163-6 pour les CC : obligation de publication des nouvelles versions est entrée en vigueur le 1er janvier 2020.

Saisine par voie électronique (SVE)

Art. L. 112-8 et suiv. du CRPA.

La SVE permet aux usagers de saisir l'administration (Etat et collectivités territoriales) de manière dématérialisée, selon les modalités mises en œuvre par ces derniers (e-mail, formulaire de contact, téléservices etc.) dans le respect du cadre juridique général.

Concernant les DAU, l'échéance du 8 novembre 2018 a été reportée au 1er janvier 2022, pour être alignée à l'obligation de dématérialiser l'ensemble de la chaîne d'instruction des DAU.

L'usager pourra toujours déposer sa demande au format papier.

Loi ELAN

Art. L.423-3 du Code de l'urbanisme.

« Les communes dont le nombre total d'habitants est supérieur à 3500 disposent d'une téléprocédure spécifique leur permettant de recevoir et d'instruire sous forme dématérialisée les demandes d'autorisation d'urbanisme déposées à compter du 1er janvier 2022.

Cette téléprocédure peut être mutualisée au travers du service en charge de l'instruction des actes d'urbanisme.

Un arrêté pris par le ministère chargé de l'urbanisme définit les modalités de mise en œuvre de cette téléprocédure. »

5° COMEDEC

- Les alinéas 3 et 4 de l'article 101-1 du code civil (dont la rédaction en vigueur est issue de la loi n° 2016-1547 du 18 novembre 2016 de modernisation de la justice du XXI^{ème} siècle) prévoient :

« La procédure de vérification sécurisée des données à caractère personnel contenues dans les actes de l'état civil peut être mise en œuvre aux fins de suppléer à la délivrance des copies intégrales et des extraits, dans les conditions fixées par décret en Conseil d'Etat. Lorsque la procédure de vérification peut être mise en œuvre par voie dématérialisée, notamment par les notaires, elle se substitue à toute autre forme de délivrance de copie intégrale ou d'extrait mentionnée aux articles précédents. »

« La procédure de vérification par voie dématérialisée est obligatoirement mise en œuvre par les communes sur le territoire desquelles est située ou a été établie une maternité. »

- L'alinéa 5 de l'article 8 du décret n° 2017-890 du 6 mai 2017 relatif à l'état civil prévoit :

« Les mentions et les instructions aux fins de mention sont transmises à l'officier de l'état civil par courrier ou par voie dématérialisée par l'intermédiaire de la plate-forme de routage dédiée aux échanges de données de l'état civil prévue à l'article 43 et dans des conditions fixées par arrêté du garde des sceaux, ministre de la justice. »

L'arrêté considéré n'a pas encore été adopté.

CC DCANT 2020 - Échéancier des démarches de dématérialisation s'appliquant aux collectivités territoriales.

Ce document est disponible selon les termes de la licence Creative Commons BY-NC-SA 4.0. Vous êtes autorisé à le partager (copier, distribuer et communiquer par tous moyens et sous tous formats) et à l'adapter (remixer, transformer et créer) selon les conditions suivantes : Attribution (vous devez créditer l'auteur DCANT) - Pas d'utilisation commerciale (vous n'êtes pas autorisé à en faire un usage commercial) - Partage dans les mêmes conditions (si vous adaptez le document, vous devez le diffuser dans les mêmes conditions, c'est-à-dire lui associer la même licence).

Ce document a été conçu en utilisant des icônes issus de The Noun Project, transférés dans le Domaine Public et diffusés en CC0 1.0.